

● (1500)

M. Lang: En fait, le député soulève une question assez différente. J'ai parlé de l'analyse des soumissions avant la dernière série de questions posées à la Chambre vendredi. La question portait sur les éléments sur lesquels s'est fondée l'analyse, mais je n'ai pas encore de rapport à ce sujet.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. J'ai remarqué que le Jour du souvenir, contrairement aux habitudes, on n'a pas placé de couronne dans la Chambre du souvenir de la Tour de la paix. C'est, je crois, une coutume remontant à de nombreuses années et cette question de privilège concerne tous les anciens combattants ici présents et même tous les anciens combattants du pays. Si Votre Honneur juge qu'il s'agit là effectivement d'une question de privilège j'aimerais qu'il étudie la question pour voir si cette omission a été motivée par une raison quelconque et, dans l'affirmative, qu'il présente un rapport à la Chambre à ce sujet.

M. l'Orateur: Le député soulève une question d'une importance considérable et qui, j'en suis sûr, intéresse vivement les députés. Je puis dire tout de suite que la couronne habituelle a été déposée à cet endroit au nom de la Chambre des communes, mais je ne saurais vous dire immédiatement s'il est habituel que le gouvernement fasse la même chose, indépendamment de la Chambre des communes. En ce qui concerne la Chambre des communes, nous avons procédé de la façon habituelle et la question de privilège ne se justifie donc pas. Mais je ne manquerai pas de vérifier et d'essayer d'obtenir des renseignements.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): J'ai encore une chose à dire, monsieur l'Orateur. La coutume veut, je crois, que Son Excellence le gouverneur général dépose la couronne.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (A) 1975-1976

RENVOI AUX COMITÉS PERMANENTS

Un message est reçu dont l'Orateur donne lecture à la Chambre, et par lequel Son Excellence le Gouverneur général transmet le cahier supplémentaire des prévisions budgétaires (A) relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976.

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet):

Budget supplémentaire

Que les prévisions budgétaires (A) 1975-1976, déposées aujourd'hui, soit renvoyées aux divers comités permanents ainsi qu'il suit:

Au comité permanent de l'agriculture:

Agriculture—Crédits 15a, 20a, 25a, 40a, 45a et 50a

Au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale:

Affaires extérieures—Crédits 10a, L15a, L16a, L17a, L18a, 30a et L36a

Monsieur l'Orateur, cette liste, que vous devez avoir sous les yeux, est fort longue. Je ne pense pas qu'il y ait d'objection à la répartition de ces crédits entre divers comités, comme je le propose. Peut-être pourrions-nous faire imprimer cette liste au hansard comme si elle avait été lue.

M. l'Orateur: L'article 59 du règlement prévoit la présentation de telles motions. La Chambre a entendu le président du Conseil privé (M. Sharp) proposer de faire inscrire cette liste au hansard comme si elle avait été lue. Pouvons-nous accepter cette proposition?

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'invoque le règlement. Je sais que ce n'est pas la faute du leader de la Chambre ni celle du président du Conseil du Trésor (M. Chrétien), mais nous venons de recevoir les prévisions budgétaires, et nous avons été complètement abasourdis en lisant le chiffre de \$1,750,000,000. Toutefois, comme le président du Conseil du Trésor n'a fait aucune déclaration, je vais devoir reporter mes remarques à plus tard. Je me rallie probablement à la proposition d'ensemble du président du Conseil privé. Je ne puis affirmer que ses choix seront parfaitement adéquats, mais il est certain qu'il faut répartir les prévisions budgétaires entre divers comités. Espérons simplement que cette répartition sera plus raisonnable que le montant du budget.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais simplement préciser que des consultations ont eu lieu au sujet de la répartition de ces prévisions entre les divers comités, et que la motion semble conforme aux conclusions de ces consultations.

[Note de l'éditeur: Voici la suite de la motion:]

Défense nationale—Crédits 1a, 10a et 15a;

Au comité permanent des pêches et des forêts:

Environnement—Crédits 5a, 10a, 15a, L21a, 25a et 30a;

Au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales:

Consommation et Corporations—Crédits 1a, 10a, 15a et 35a;

Santé nationale et du Bien-être social—Crédits 1a, 15a, 25a, 40a, 45a et 50a;

Affaires urbaines—Crédits 1a, 10a, 15a, 30a, L35a et 40a;

Au comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien:

Affaires indiennes et Nord canadien—Crédits 1a, 5a, L21a, L22a, L23a, 25a, 35a, L61a et 75a;

Au comité permanent de la justice et des questions juridiques:

Solliciteur général—Crédits 5a, 15a, 20a et 25a;

Au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics:

Énergie, Mines et Ressources—Crédits 5a, 20a 25a, L51a, L52a, 65a et 70a;

Travaux publics—Crédits 1a, L3a, 5a, 10a, 20a, 35a, 45a et 50a;

Au comité permanent de l'expansion économique régionale:

Expansion économique régionale—Crédits 31a et L40a;

Au comité permanent des transports et des communications:

Postes—Crédit 5a;